

Arrêté préfectoral

levant la mise en demeure engagée à l'encontre de la société Granulats Vicat de respecter les dispositions de son arrêté préfectoral d'autorisation du 26 mars 2021 en ce qui concerne la gestion de ses fines de lavage sur le site de la carrière qu'elle exploite à Pérouges, lieu-dit « Les Communaux ».

**La préfète de l'Ain,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,**

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.511-1, L.514-5 et L.541-15-11 ;

VU le code de justice administrative, notamment son article R.421-1 relatif aux délais et voies de recours ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 mars 2021 autorisant la société Granulats Vicat à exploiter une carrière et une installation de traitement de matériaux sur la commune de Pérouges lieu-dit « Les Communaux » ;

VU l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2024 mettant en demeure la société Granulats Vicat de respecter les dispositions de son arrêté préfectoral d'autorisation du 26 mars 2021 en ce qui concerne la gestion de ses fines de lavage ;

VU le rapport et les propositions de l'inspection de l'environnement en date du 15 avril 2025, suite à une inspection sur site réalisée le 30 janvier 2025 constatant que la société Granulats Vicat a réalisé les actions correctives attendues et transmis les justificatifs associés ;

CONSIDÉRANT dès lors qu'il y a lieu de lever la mise en demeure engagée par arrêté préfectoral du 17 décembre 2024 ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

- ARRÊTE -

Article 1 – Levée de la mise en demeure

La mise en demeure engagée par arrêté préfectoral du 17 décembre 2024 à l'encontre de la société Granulats Vicat dont le siège social est situé 4 rue Aristide Bergès – « Les Trois Vallons » – 38 081 L'ISLE D'ABEAU, est levée.

Article 2 – Recours

En application des dispositions inscrites au code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément au code de justice administrative, il peut être déféré au tribunal administratif de Lyon, par la personne qui en fait l'objet, par voie de recours formée contre une décision, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet « www.telerecours.fr ».

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (art. R.181-51 du code de l'environnement).

Article 3 – Notification et publicité

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Le présent arrêté devra être affiché à la porte principale de la mairie de Pérouges pendant une durée d'un mois.

Il sera ensuite déposé dans les archives de la mairie pour mise à la disposition du public.

Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le maire, à la préfète.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture de l'Ain pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 – Exécution

La secrétaire générale de la préfecture est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- au directeur de la SAS Granulats Vicat - Pérouges - Les Communaux - Lieu dit « Les Communaux » - Route de Saint Maurice de Gourdans - 01800 Pérouges ;

et copie adressée :

- à la maire de Pérouges pour être versée aux archives de la mairie pour mise à disposition du public et pour affichage durant un mois d'un extrait dudit arrêté ;

- au chef de l'unité départementale de l'Ain – direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL).

Fait à Bourg-en-Bresse, le

14 MAI 2025

Le préfète,
Pour la préfète,
La secrétaire générale,



Virginie GUERIN-ROBINET